



Non à la réforme de l'assurance Chômage !

Pendant le COVID, certain.es ont vu leur fortune augmenter. Amazon avec le boom du commerce en ligne, les groupes pharmaceutiques avec les vaccins. La fortune des milliardaires français a augmenté de **175 milliards** d'euros de mars à décembre 2020 ? les entreprises continuent à distribuer des dividendes, à toucher des aides, et elles licencient !

Pendant ce temps les files s'allongent aux Restos du cœur. Les associations accueillent de nouveaux pauvres, le nombre de RSA explose. La faim refait son apparition. Les loyers, le gaz, l'électricité, grossissent les dettes. Près de **11 millions** de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, beaucoup ne sont pas éligibles à l'assurance chômage ou à l'aide sociale. Ce n'est pas fini : l'UNEDIC prévoit **250000** demandeurs d'emploi de plus fin 2021. Pour des dizaines de milliers de salarié.es, c'est l'inquiétude du lendemain...

Avec la réforme de l'assurance-chômage de Macron et Borne, les allocations vont baisser pour **1,2 millions de personnes : parfois de 20 à 40% !** priver de droits des milliers d'autres

Temps partiels, congés maternité ou arrêt-maladie : LES FEMMES sont les grandes perdantes !
Les inégalités salariales entraînent des allocations chômages inférieures pour les femmes. De plus, les femmes, les « premières de cordées » sont en sous-emploi : temps partiels contraints, emplois peu qualifiés et peu payés. Le mode de calcul prévu va automatiquement accroître la pauvreté des chômeuses et faire passer les plus précaires dans le champ des « invisibles » !

Tant pis... pour les perdants

La réforme de l'assurance chômage exclut toujours plus de précaires et baisse les allocations des autres. Elle facilite les sanctions jusqu'à priver de tout revenu.

Pour favoriser les revenus des plus riches, le gouvernement organise l'aggravation des inégalités.

C'est la démolition -sur le dos des assurés - de notre protection sociale solidaire. C'est la remise en cause des principes de la Constitution « *Tout être humain qui se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence* ». Convenable 560 € de RSA ? Ou 497,01€ pour **les jeunes ?**



Solidarité d'abord !

Deux projets de société

Au sortir de cette crise, avec ses morts et ses drames, la majorité aspire à la sécurité : avoir un vrai logement, un travail épanouissant, les moyens de vivre décemment, l'accès à la santé, à la culture, à la formation, à tous les biens communs.

La crise a révélé les limites de notre protection sociale : des millions indemnisés au chômage partiel, et des millions presque abandonnés.

Mais d'autres choix politiques étaient possibles. L'Etat mobilise pour aider les entreprises. Mais pourquoi accepter que 90 % du Plan de relance soient consacrés pour conforter les profits, et 10 % aux plus précaires ?

Pas de revenu en dessous du seuil de pauvreté !

Au désastre social opposons tout de suite une mesure d'urgence : un revenu minimum garanti au-dessus du seuil de pauvreté (1250€ pour toutes et tous), y compris pour les mal-indemnisé.es et les travailleuses pauvres.

Il faut exiger la prolongation des droits (« l'année blanche ») pour les intermittents de l'emploi, qui se mobilisent dans les théâtres occupés.

Même le gouvernement reconnaît que les jeunes sont les grand.es perdant.es. Mais il refuse de généraliser le RSA en dessous de 25 ans. Les jeunes sont les plus précaires du fait du confinement sans mesures

Le financement de l'urgence immédiate peut reposer sur une taxe exceptionnelle COVID sur les dividendes ou le patrimoine des 5 % les plus riches.

Vers une Sécurité sociale universelle

- Il est possible d'assurer à toutes et tous une Sécurité sociale professionnelle qui maintient les salaires, pour faire face aux transformations des entreprises dans une transition écologique. Le droit au salaire ou au revenu doit être garanti à 18 ans.
- Les cotisations sociales doivent être augmentées.
- Les travailleurs indépendants comme tous les salarié-es ont le droit de ne pas subir l'exploitation et la subordination.

Pour une société avec Zéro chômage, exigeons une Réduction du temps de travail vers 32 heures maximum, un contrôle sur l'organisation du travail, l'extension des gratuités, des services publics, des emplois de transition écologique

Il faut imposer ce débat public contre ceux qui cherchent à diviser par des discours racistes et sécuritaires.

Ensemble ! s'engage à agir pour répondre aux besoins des plus précaires mais aussi pour lever la menace du chômage pour tout le monde.